



HAL
open science

Idées reçues sur l'économie d'aujourd'hui vues par les étudiants de l'École d'Économie & mises en image par les élèves de l'École des Arts de la Sorbonne

Ariane Dupont-Kieffer, Anna Krykun

► To cite this version:

Ariane Dupont-Kieffer (Dir.). Idées reçues sur l'économie d'aujourd'hui vues par les étudiants de l'École d'Économie & mises en image par les élèves de l'École des Arts de la Sorbonne. Ariane Dupont-Kieffer et Anna Krykun (éds). Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 60 p., 2020. hal-03915513

HAL Id: hal-03915513

<https://hal.science/hal-03915513>

Submitted on 29 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Idées reçues sur l'économie d'aujourd'hui

vues par les étudiants de l'École
d'Économie & mises en image
par les élèves de l'École des Arts
de la Sorbonne

n° 8

La dette : amie
publique numéro 1 !

n° 11

L'intelligence artificielle
ne signe pas la fin du travail !

n° 6

Les banques centrales créent
la totalité de la monnaie !

n° 13

Les économistes classiques, comme
Adam Smith, prônaient l'économie
libérale !

**Idées reçues sur
l'économie d'aujourd'hui**
vues par les étudiants de l'École
d'Économie & mises en image
par les élèves de l'École des Arts
de la Sorbonne



UNIVERSITÉ PARIS 1

PANTHÉON SORBONNE

Illustrateur
Kim Hyewon

Idée reçue n° 1

*La baisse des prix est
une bonne nouvelle !*

—

Auteur

Sarah Mochhoury

—

p. 7

Illustrateurs
Kim Hyewon
et Titouf

Idée reçue n° 3

L'argent fait le bonheur !

—

Auteur

Camille Salesse

—

p. 14

Illustrateur
Titouf

Idée reçue n° 5

*Les inégalités de salaire entre
les hommes et les femmes
n'ont rien à voir avec le travail
domestique !*

—

Auteur

Alicia Sevillano Navas

—

p. 23

Illustrateur
Karen Saïdani

Idée reçue n° 7

*On ne peut rien face
aux crises financières !*

—

Auteurs

Simon Cardoen
et Rose Portier

—

p. 30

Idée reçue n° 2

*La manière de répartir
les richesses n'a pas d'influence
sur la croissance économique !*

—

Auteur

Anthony Morlet-Lavidalie

—

p. 10

Illustrateur
Luci Garcia

Idée reçue n° 4

*Le mérite est
synonyme d'égalité !*

—

Auteur

Isis Catalina
Páramo Herrera

—

p. 19

Illustrateur
Orangeade

Idée reçue n° 6

*Les banques centrales créent
la totalité de la monnaie !*

—

Auteur

Ayman Pompée

—

p. 27

Illustrateur
Titouf

Illustrateur
Luci Garcia

Idée reçue n° 8

*La dette : amie
publique numéro 1 !*

—

Auteur
Paloma Péligny

—

p. 33

Idée reçue n° 10

*L'intelligence artificielle
tuera tous nos emplois !*

—

Auteur
Antoine Marchand

—

p. 40

Idée reçue n° 12

*Il y a trop d'aides
sociales en France !*

—

Auteurs
Chloé Coudray
et Florent Gabourg

—

p. 47

Illustrateur
Orangeade

Idée reçue n° 14

*L'Économie n'est
pas une science !*

—

Auteur et illustrateur
Pierre Jacquel

—

p. 54

Idée reçue n° 9

*Les profits d'aujourd'hui sont
les investissements de demain
et les emplois d'après-demain !*

—

Auteur
Grégoire Sempé

—

p. 37

Illustrateur
Orangeade

Idée reçue n° 11

*L'intelligence artificielle
ne signe pas la fin du travail !*

—

Auteur
Rachel Hugonin

—

p. 43

Illustrateurs
Hong Chenyixin
et Kim Hyewon

Idée reçue n° 13

*Les économistes classiques,
comme Adam Smith, prônaient
l'économie libérale !*

—

Auteur
Mohamed-Amine Laaraeidh

—

p. 50

Illustrateur
Alexandra Lopez

Éditorial

Chers lecteurs,

Le livre que vous tenez entre vos mains est le fruit des discussions et des échanges des étudiants de l'École d'Économie et de l'École des Arts de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Dans cet ouvrage, ils tentent de démystifier certaines idées reçues sur l'économie qui parsèment notre discours public et médiatique, ces préjugés, ces lieux communs, que l'on entend si souvent au coin d'une rue, dans une conversation d'amis sur la terrasse d'un restaurant, dans le couloir d'un hôtel ou dans un bus bondé qui vous amène vers la place du Panthéon.

L'intention qui a inspiré ce projet étudiant nous paraît significative des valeurs que nous cultivons à l'École d'Économie de la Sorbonne, celle, premièrement, de la connaissance et de l'université qui font pleinement partie de la cité. En effet, ce que nous cherchons à transmettre à nos étudiants, c'est avant tout la conscience du fait que le savoir est un privilège et qu'à ce titre, il est une responsabilité : le savoir oblige au partage et au souci du bien commun. Aussi, pour réaliser ce projet, avons-nous souhaité créer des tandems regroupant un étudiant en économie et un élève en arts afin que dans des discussions informelles, le savoir, que les uns détiennent, devienne la richesse de leurs pairs.

Par le même biais, nous comptons leur donner une occasion de faire preuve d'une autre vertu chère à l'École d'Économie de la Sorbonne. Nous les avons encouragés à manifester de l'audace, l'audace d'emprunter des voies nouvelles, d'expérimenter des formes d'expression inhabituelles dans leur métier, voire d'inventer des langages inédits - créatifs, artistiques, imagés - pour évoquer des sujets « de spécialité » routiniers. Car au sein de l'École, nous croyons fermement que c'est en acceptant d'adopter le point de vue de l'autre, celui, par exemple, d'un camarade pratiquant les beaux-arts, que l'on apprend à voir d'un œil nouveau les questions économiques qui semblent si connues et familières.

Enfin, notre équipe pédagogique espérait leur communiquer cette passion de perfectionnement constant, qui est la troisième valeur

fondatrice de notre université. Pour ce faire, tous les participants du projet ont suivi deux ateliers de vulgarisation du savoir scientifique avant de soumettre le résultat de leurs efforts à une double relecture anonyme par les membres du comité scientifique. Par la suite, ils ont été invités à remanier leurs contributions en profondeur pour tenir compte des critiques.

Aujourd'hui, en présentant cet ouvrage au public, nous aimerions remercier tous ceux qui, en faisant preuve de l'engagement, de l'ingéniosité, de l'esprit pionnier et de la rigueur, ont brillamment relevé le défi de décrypter pour vous, chers lecteurs, quels-unes des idées reçues sur l'économie.

Ariane Dupont-Kieffer

Maître de conférences HDR en sciences
économiques et directrice de l'École
d'Économie de la Sorbonne

Anna Krykun

Maître de conférences en littérature
française et coordinatrice du projet

Idée reçue n° 1

La baisse des prix est une bonne nouvelle !

Ma sœur a remarqué récemment une baisse des prix quand elle faisait ses courses. Elle m'a dit : « C'est bien pour mon porte-monnaie car mon pouvoir d'achat augmente ! Je vais pouvoir consommer davantage – acheter des vêtements, des meubles pour mon appartement, peut-être même une voiture ! – et donc contribuer à la croissance économique. Du coup, les entreprises auront besoin de plus de main-d'œuvre et embaucheront plus : le chômage diminuera. »

J'étais désolée de dire à ma sœur que les choses ne sont en réalité pas aussi simples que cela : le risque est que cette baisse des prix – et non pas seulement un ralentissement de la hausse des prix (**désinflation**) – se prolonge et se transforme ainsi en **déflation**. Et l'histoire montre qu'en réalité, l'économie s'aggrave en période de déflation.

Tout d'abord, **la baisse des prix peut conduire les individus à reporter leur consommation dans le futur** en espérant profiter d'une baisse continue des prix. Pourquoi acheter une voiture 10 000 euros aujourd'hui si on peut l'acheter 8 000 euros dans deux mois ? C'est là que la déflation devient dangereuse.

En ce sens, **la déflation dérègle les mécanismes rééquilibrants de l'économie**. La déflation est une baisse continue et généralisée des prix qui dérègle l'économie en modifiant le cadre idéal où prix et salaires s'ajustent automatiquement par un mécanisme rééquilibrant : quand le chômage est trop élevé, les salaires et les prix – sensibles – ont tendance à baisser. Par conséquent, la demande augmente et le chômage diminue : on sort de la situation problématique. Mais la présence d'un climat déflationniste est préjudiciable car elle perturbe ce phénomène : le réajustement est bloqué car les anticipations de déflation inversent la courbe de demande – les entreprises investissent moins¹ : l'activité économique ralentit et le cercle vertueux se dérègle.

En effet, en période de déflation, un climat dépressif s'empare

1. James Bradford DeLong, Lawrence H. Summers, « Is Increased Price Flexibility Stabilizing? », NBER Working Paper, 1686, 1985.



du système économique et entraîne un cercle vicieux. Le report de la consommation constitue un choc de demande négatif pour les entreprises : leurs ventes chutent en volume et en valeur. Pour limiter les dégâts, elles peuvent reporter la baisse des ventes sur une baisse des salaires, composantes des coûts de production. Une baisse des prix engendre donc une baisse plus que proportionnelle de la production et une baisse des embauches. Par conséquent, la consommation diminue, générant un cercle vicieux car auto-entretenu.

Plus encore, un des canaux par lequel la déflation entraîne un marasme économique est la spirale dette-déflation, mise en évidence par Irving Fisher². D'abord, en période de croissance, les agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques) s'endettent : cela mène à une suraccumulation qui peut créer des bulles et doubles bulles (sur le crédit et l'actif), selon l'économiste Charles Kindleberger³. Cet éloignement des prix des actifs de leur valeur fondamentale entraîne l'éclatement de ces bulles.

Au même moment, les agents – paniqués – cherchent alors à se

2. Irving Fisher, *The Debt-Deflation Theory of Great Depressions*, s. l., 1933.

3. Charles P. Kindleberger, Robert Z. Aliber, *Manias, Panics, and Crashes : A History of Financial Crises*, Hoboken, John Wiley & Sons 2005.

désendetter en masse. Ces phénomènes de ruée, caractéristiques du risque de système⁴, accentuent la chute de la valeur des actifs et augmentent donc la valeur des dettes réelles – les emprunts valent plus chers et sont donc plus difficiles à rembourser.

Par exemple, pendant la crise de 1929, pour chaque dollar remboursé, les Américains augmentaient d'autant la valeur de leur dette réelle. La spirale dette-déflation conduit à l'effondrement du système bancaire. S'en suit une crise financière qui devient ensuite économique. Le bilan des banques est aggravé à cause de la baisse de la valeur nominale des actifs et la faible capacité qu'ont les endettés à rembourser leur dette⁵.

En conclusion, **on pourrait penser de prime abord que la baisse des prix généralisée est positive pour la consommation et pour la croissance économique.** Mais la déflation est vicieuse car elle peut s'auto-entretenir par des anticipations auto-réalisatrices des acteurs de l'économie – entraînant une spirale néfaste pour l'ensemble de l'activité.

Il revient aux autorités monétaires – en l'occurrence la Banque centrale européenne pour la zone euro – de mettre en place des politiques monétaires – si nécessaires non conventionnelles – pour éloigner le spectre de la déflation.

Sarah Mochhoury
Master 1 Économie Internationale
2018

—

4. Michel Aglietta, « Le risque systémique dans la finance libéralisée », *Revue d'économie financière*, 70, 2003, p. 33-50.

5. Anna Schwartz, Milton Friedman, *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

Idée reçue n° 2

La manière de répartir les richesses n'a pas d'influence sur la croissance économique !

Si la question de la création des richesses est centrale au sein de la théorie économique, la question de la répartition des ressources l'est tout autant.

Si on voulait illustrer cette idée, on pourrait représenter le Produit intérieur brut (PIB) – soit la richesse créée par un pays en un an – sous la forme d'un gâteau dont la répartition consiste à distribuer des parts plus ou moins équitables à l'ensemble de la population.

La question est alors de savoir comment sont réparties les parts du gâteau. En économie, la théorie dominante, basée sur la posture néoclassique, offre une réponse au partage des richesses. Cette manière de voir les choses puise sa source au cœur du concept de « l'utilité marginale » mis en lumière par Walras, Jevons et Menger. Ce raisonnement se fonde sur un calcul dit « à la marge », permettant ainsi d'apprécier la valeur de toute entité. Parmi elles, la rémunération du travail. Selon ce principe, aucune distorsion n'est possible puisque chaque travailleur perçoit une rémunération en fonction de sa productivité.

Ce concept de rémunération à la marge du facteur travail impose des conclusions contestables : les inégalités de revenus sont *de facto* justifiées – et ces dernières n'entravent ni ne freinent jamais la croissance économique. Selon cette conception, il y a donc une dissociation totale entre l'efficacité et l'équité, qui sont considérées comme deux notions bien distinctes – et inatteignables conjointement. Ce cadrage considère que l'État ne doit aucunement intervenir dans le but de corriger d'éventuelles inégalités de revenus, puisque ces dernières sont – conformément à l'ancrage néoclassique – justifiées et inhérentes au marché du travail.

Cette idée reçue tend à imposer que le décideur public serait confronté à un arbitrage entre efficacité économique et équité sociale. Au gré de ce postulat, toute mesure de justice sociale qu'incarnent les politiques de redistribution éloignerait de l'optimum économique.

Les économistes d'inspiration classique ont longtemps nourri l'ambivalence selon laquelle il serait inenvisageable d'atteindre ce que l'on

nomme « optimum optimorum », c'est-à-dire la conjointe maximisation de l'efficacité économique et du bien-être social.

Malgré l'évolution de la théorie économique – notamment marquée par Keynes et « la fin du laissez-faire » (1904) – cette idée reçue perdure. Il paraît pourtant nécessaire d'intégrer que la répartition des richesses et la croissance économique sont endogènes. Cela signifie qu'elles s'influencent entre elles. Leur détermination est mutuellement entretenue. En effet, la croissance économique impacte, de fait, le niveau des inégalités, et de surcroît les inégalités impactent la croissance. C'est une boucle qui interagit sur elle-même, elle s'auto-entretient. Vouloir séparer l'accroissement de la taille du gâteau – que représente le PIB – de sa répartition – qu'est la manière de distribuer les parts du gâteau – est économiquement faux.

Le débat politique peine à intégrer le fait que la taille du gâteau (PIB) est variable selon la manière dont il sera réparti. Si une société imposait qu'une poignée d'individus très aisés capte la quasi-totalité de la richesse nationale⁶, alors bon nombre de travailleurs ne seraient pas incités à être productifs puisque leur rémunération sous-jacente serait, quoi qu'il advienne, minime. C'est ainsi que la taille du gâteau (PIB) tendrait à être moins élevée que dans une situation où la norme de justice sociale se définit par une répartition relativement plus équitable entre l'ensemble des agents économiques.

Grâce aux travaux économiques récents, on constate en effet, qu'un fort degré d'inégalité influe négativement sur la croissance économique⁷.

Ce nouveau paradigme tend à se renforcer et à se populariser avec l'émergence des problématiques liées aux inégalités, au sein des rapports annuels des organismes internationaux. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international s'attellent à mettre en garde contre les risques d'une forte progression des inégalités qui pourrait devenir un frein grandissant à la croissance économique mondiale.

Si la déconstruction de cette idée reçue est nécessaire, le véritable questionnement économique est de savoir comment se rapprocher de

6. Jakob Madsen, « Is Inequality Increasing in r-g? Piketty's Principle of Capitalist Economics and the Dynamics of Inequality in Britain, 1210-2013 », *CAMA, Working Paper*, 63, 2017 ; Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil (Les Livres du nouveau monde), 2013.

7. Robert J. Barro, « Inequality and Growth in a Panel of Countries », *Journal of Economic Growth*, 5 (1), 2000, p. 5-32 ; Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, « Inequality and Growth : What Can the Data Say? », *NBER Working Paper*, 7793, 2000 ; Federico Cingano, « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, 163, Paris, OECD Publishing, 2014.



l'optimum optimum, soit d'une situation économiquement efficace et socialement juste.

Plusieurs solutions semblent émerger. Premièrement, l'amplification du poids des États dans l'économie par l'accentuation des dépenses sociales redistributives. Ce choix est celui de nombreux pays développés même si ces politiques peuvent, dans certains cas, créer d'importantes altérations⁸ et avoir un effet contreproductif sur la croissance économique. C'est précisément ce que modélisent la courbe d'Armey (1995) et la courbe de Rhan (1996). Deuxièmement, la scolarisation. Cette dernière consiste à mettre en place des politiques d'éducation et des politiques de formation afin de lutter contre l'exclusion du marché du travail et les trappes à faible employabilité, qui accroissent considérablement les inégalités de revenus⁹. L'éducation possède un rendement public expo-

8. Alberto Alesina, Dani Rodrik, « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, 109 (2), 1994, p. 465-490.

9. Jim Hillage, Emma Pollard, « Employability : Developing a Framework for Policy Analysis », *Labour Market Trends*, 107, 1998, p. 83-84.



nentiel¹⁰ et désenclave les individus initialement marginaux à la société, permettant ainsi une homogénéisation de la répartition des richesses et une augmentation substantielle de la croissance économique¹¹.

L'économiste contemporain doit prolonger l'analyse des méthodes et des politiques réalisables permettant de corriger les inégalités tout en conservant un cadre d'efficacité économique.

En conclusion, lorsque l'enrichissement d'une nation ne parvient pas à influencer positivement l'équité au sein de celle-ci, repenser la norme d'efficacité et de justice sociale se veut raisonnable et raisonnée.

Anthony Morlet-Lavidalie

Master 1 Économie Appliquée

10. Amparo Castelló-Climent, Rafael Doménech, « Human Capital and Income Inequality : Some Facts and Some Puzzles », *VOX, CEPR Policy Portal*, 2014.

11. Alan B. Krueger, Mikael Lindahl, « Education for Growth: Why and For Whom? », *NBER Working Paper*, 7591, 2001.

Idée reçue n° 3

L'argent fait le bonheur !

Le bonheur se définit comme un état de complète satisfaction. C'est un état global caractérisé par sa stabilité et sa durabilité. La satisfaction se définit comme un contentement, une joie résultant en particulier de l'accomplissement d'un désir, d'un souhait. Le bonheur est la satisfaction de tous les désirs mais le désir est insatiable, sans fin et permanent chez l'homme.

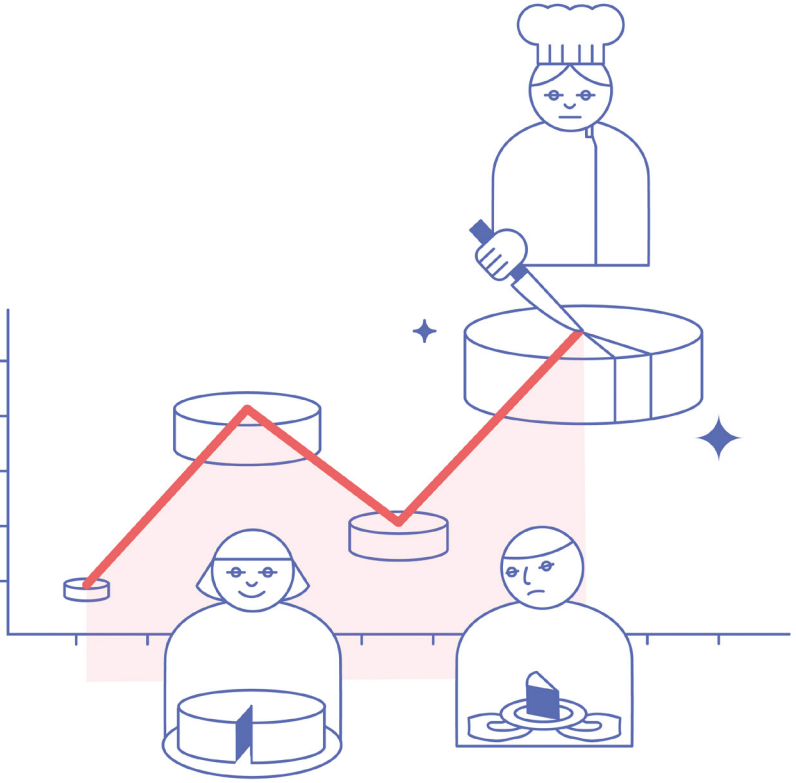
Le bonheur est constitué d'une multitude d'éléments. Bien qu'il n'y ait pas de consensus concernant ces éléments, les ménages les plus riches se déclarent pourtant souvent plus heureux que les moins riches. Or, Richard Easterlin démontrait dans son étude de 1974¹² que l'augmentation du revenu des Américains entre 1946 et 1970 n'a pas engendré nécessairement un accroissement proportionnel de leur bonheur. De plus, les pays les moins riches n'ont pas systématiquement un niveau de bonheur moins élevé que les pays plus riches. On appelle ce phénomène le paradoxe d'Easterlin ; à long terme, il n'y a pas de causalité entre croissance du PIB par habitant et bonheur.

Il existe plusieurs explications à ce paradoxe : au-delà de 15 000 dollars par an, plus de revenu apporte une satisfaction de moins en moins importante. Au-delà de ce seuil, d'autres éléments tels que la santé, le lien social ou la culture influent sur le bonheur, et de moins en moins le revenu. Selon Angus Deaton¹³, l'argent fait le bonheur jusqu'à un revenu de 75 000 dollars par an. Au-delà de ce seuil, l'argent n'améliore plus la qualité de vie de l'individu.

Une seconde explication énonce que les hommes ont une accoutumance à tout. L'idée est que lorsque les hommes gagnent de l'argent,

12. Richard Easterlin, « Does Economic Growth Improve the Human Lot ? Some Empirical Evidence », dans Paul A. David, Melvin W. Reder, *Nations and Households in Economic Growth*, Academic Press Books, 1974, p. 89-125.

13. Angus Deaton, Daniel Kahneman, « High income improves evaluation of life but not emotional well-being », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 107 (38), 2010.



ils sont plus heureux pendant un certain temps puis s'adaptent à leur nouvelle situation et retrouvent un niveau de satisfaction équivalent au niveau de satisfaction de leur situation initiale ; ils ne sont ni plus ni moins heureux. Gagner de l'argent procurerait donc une satisfaction éphémère.

Un troisième point de vue explique que davantage d'argent engendre toujours plus de besoins. Dans notre société de consommation, les besoins sont illimités et éternellement insatisfaits. Le niveau de satisfaction est dans ce cas condamné à stagner.

Une autre explication propose que les besoins et la satisfaction dépendent des autres. En effet, les gens se comparent entre eux et, ce qui leur procure de la satisfaction, ce n'est pas d'avoir beaucoup d'argent mais d'avoir plus d'argent que les autres. Les individus sont sensibles au niveau de vie relatif et non absolu. En effet, selon Richard Layard¹⁴, le revenu absolu n'a d'impact sur le bonheur uniquement lorsque le revenu de l'individu est faible. Dès lors que l'individu sort de la pauvreté, c'est le revenu relatif (et non absolu) qui impacte son bonheur.

Betsey Stevenson et Justin Wolfers¹⁵ montrent dans leur étude de 2008 que le lien entre revenu et bien-être est statistiquement significatif. Cependant, ce même rapport met aussi en évidence qu'un effet causal entre revenu et bonheur n'est pas vérifié. En effet, le revenu seul ne peut engendrer le bonheur, d'autres facteurs sociétaux l'influencent.

En lien avec ce qui a été dit précédemment, le récent rapport de Yann Algan, Elizabeth Beasley et Claudia Senik¹⁶ met en évidence une propension culturelle française à être moins heureux que ses voisins européens. Les Français entretiennent un pessimisme vis-à-vis de l'avenir, un mal-être et une défiance par rapport aux autres et aux institutions. L'argent et les diplômes sont très importants dans le bonheur des Français plus que dans les autres pays européens. Ainsi, les habitants des pays, en fonction de leur culture et de leur rapport à l'argent, sont plus ou moins heureux. Cela explique que malgré des PIB similaires, le niveau de bonheur diverge entre les pays.

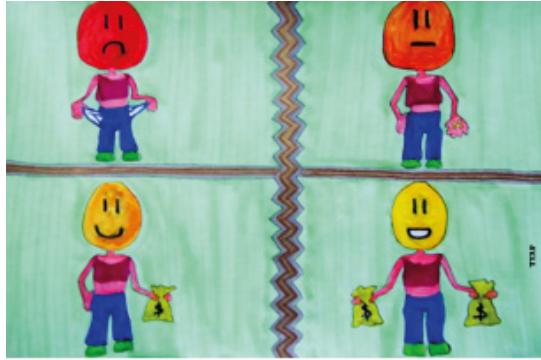
Ainsi, en accord avec les explications du paradoxe d'Easterlin, une fois que les individus obtiennent un niveau de revenu nécessaire pour sortir de la pauvreté et accéder aux biens fondamentaux, une augmentation de revenu n'apporte pas beaucoup plus de satisfaction.

Il apparaît qu'une fois que l'individu a obtenu une sécurité

14. Richard Layard, *Happiness: Has Social Science a Clue ?*, Lionel Robbins Memorial Lectures, Londres, London School of Economics, 2003.

15. Betsey Stevenson, Justin Wolfers, « Economic Growth and Subjective Well-Being : Reassessing the Easterlin Paradox », *NBER Working Paper*, 14282, 2008.

16. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Claudia Senik, *Les Français, le bonheur et l'argent*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'ENS (CEPREMAP, n° 46), 2018.



PARADOXE D'EASTERLIN

Titouf



matérielle, les facteurs de hausse de la satisfaction changent. À niveau de vie égal, il existe en effet des différences de satisfaction : la démocratie, la liberté mais aussi la culture sont déterminants dans la satisfaction.

De cette représentation que l'argent ne fait pas le bonheur mais y participe est né le rapport Stiglitz publié en 2009¹⁷. Il remet en cause le PIB comme instrument de mesure de référence pour les décideurs publics pour faire des choix de société.

De ce rapport, découle l'idée que le bien-être d'une société ne tient pas uniquement compte de la richesse mais de bien d'autres facteurs sociaux et environnementaux. Un bien-être social maximal ne dépend pas uniquement du développement économique mais bien d'un développement durable prenant en compte l'aspect social et environnemental.

Camille Salesse

Master 1 Économie Appliquée

17. Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, septembre 2009.

Idée reçue n° 4

Le mérite est synonyme d'égalité!

Lauren et Laura sont très semblables : elles aiment apprendre de nouvelles choses, elles apprécient les mathématiques, la musique et le sport. Elles sont également assidues au travail car elles jugent que celui-ci est important. Pourtant, l'une réussira et l'autre connaîtra plus de difficultés.

Lauren et Laura sont également très différentes. La famille de Laura n'est pas la plus riche, mais elle est aisée. Laura est fille unique et fréquente l'école la plus réputée de sa région. Elle suit des cours particuliers dans les matières où elle a des difficultés. Elle passe du temps avec ses parents et pratique des activités extrascolaires comme le piano ou le vélo. Quant à Lauren, elle est élevée uniquement par sa mère, qui dispose de peu de temps pour Lauren, car elle cumule deux emplois pour subvenir aux besoins de ses enfants. Son père l'a abandonnée à son sort. Lauren n'a pas beaucoup de temps libre, car elle doit s'occuper de son frère et de de sa sœur, leur préparer les repas et effectuer des tâches ménagères.

Au cours de ses études secondaires, Laura a obtenu de bons résultats et un score élevé au bac, alors que Lauren était à la limite de l'échec.

Il est prouvé que le statut socioéconomique des parents est un puissant prédicteur des résultats scolaires de l'enfant. En outre, il ressort de l'examen international PISA¹⁸ que la France est le pays de l'OCDE¹⁹ où le score des étudiants en culture scientifique est le plus corrélé au niveau socio-économique²⁰.

Si la principale cause de cet écart d'accomplissement

18. Programme international pour le suivi des acquis des élèves.

19. Organisation de coopération et de développement économiques.

20. Anaïs Bret, Saskia Keskpaik, Léa Roussel, Irène Verlet,

« Les élèves de 15 ans en France selon PISA 2015 en culture scientifique : des résultats stables, toujours marqués par de fortes inégalités », Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance – DEPP, Note d'information, n° 37, 2016.



académique réside dans les différences de qualité des écoles, on pourrait s'attendre à ce qu'il se creuse progressivement. Cependant, l'écart est déterminé dès le début du processus éducatif, puis il n'augmente que légèrement²¹. Une explication possible est que les enfants issus de milieux défavorisés vivent dans des environnements plus hostiles. Ils sont exposés à des sources de stress chronique pouvant affecter le langage, la mémoire de travail à long terme ainsi que le contrôle exécutif²². Ce stress chronique peut avoir des conséquences physiques et psychologiques tout au long de la vie, même lorsque l'enfant est écarté de l'environnement défavorable²³.

Lauren tente d'accomplir son rêve en intégrant une université prestigieuse mais ses notes ne sont pas suffisantes, alors que Laura n'a pas de problème à être acceptée.

Il existe également un écart croissant entre les enfants de familles à revenus élevés et ceux des familles à revenus faibles en ce qui concerne l'entrée, la persévérance et l'obtention du diplôme d'études supérieures²⁴.

Laura et Lauren ont des vocations similaires et finissent par postuler au même emploi. Le recruteur, qui privilégie l'impartialité, décide de choisir en fonction du mérite : celui qui obtient le poste est le plus qualifié. Avec son CV exceptionnel, Laura obtient le poste. Lauren n'est pas retenue pour cet emploi et elle en trouve un autre, peu rémunéré.

| Le niveau d'études est associé à un salaire plus élevé²⁵.

21. Sean F. Reardon, « The Widening Income Achievement Gap », *Educational Leadership*, 70 (8), 2013, p. 10-16. Il y a des conclusions semblables pour la France ; Linda Ben Ali, Ronan Vourc'h, « Acquis des élèves au collège : les écarts se renforcent entre la sixième et la troisième en fonction de l'origine sociale et culturelle », Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance – DEPP, Note d'information, n° 25, 2015.

22. Gary W. Evans, Jeanne Brooks-Gunn, Pamela K. Klebanov, 2011, « Stressing out the poor : Chronic Physiological stress and the Income-achievement Gap », *Pathways*, Stanford Center for the Study of Poverty and Inequality, 2011, p. 22-27.

23. Center on the Developing Child, « Early Childhood Mental Health (InBrief) », Harvard University, 2013 (www.developingchild.harvard.edu, consulté le 25/02/2019).

24. Martha J. Bailey, Susan M. Dynarski, « Gains and gaps: Changing inequality in US College Entry and Completion », *NBER Working Papers*, 17633, 2011.

25. David H. Autor, « Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the 'Other 99 Percent.' », *Science*, 344 (6186), 2014, p. 843-851.

Le mérite est défini comme la somme d'intelligence et d'effort, mesuré par les résultats d'examens, les certificats, les diplômes, etc.²⁶. Le problème de cette vision du monde est qu'elle est basée sur une hypothèse forte : tout le monde a eu les mêmes chances, donc les résultats reflètent seulement la volonté et les efforts acharnés de l'individu. En réalité, même si nous décidons de ne pas prendre en compte la classe sociale, le genre, la race, l'ethnie, la religion, etc., ils existent bel et bien et ont un impact sur les possibilités offertes aux individus, et donc sur leurs accomplissements.

L'égalité sur la base des résultats est promue par le mérite, mais il ignore l'inégalité de chances, c'est-à-dire qu'il y a des circonstances, hors du contrôle de la personne, qui déterminent en partie les différences de résultats entre individus²⁷. Ainsi, le mérite dépend aussi des opportunités auxquelles les enfants ont accédé dès leur tendre enfance et, même s'il y a des exceptions, la majorité des enfants les plus défavorisés seront laissés pour compte.

Mais l'histoire ne s'achève pas là. Laura et Lauren ont chacune un enfant. Toutes deux aiment beaucoup leur enfant et souhaitent lui donner le meilleur de ce qu'elles peuvent offrir.

Aux États-Unis, l'écart entre les résultats scolaires des étudiants issus de familles à revenus élevés et ceux de familles à revenus faibles a progressivement augmenté si l'on compare les étudiants nés dans les années 1940 et ceux nés en 2001²⁸.

**Isis Catalina
Páramo Herrera**

Master 1 Économie du Développement

26. Michael Young, « Down with meritocracy », *The Guardian*, 29 juin 2001. Young a créé le mot « méritocratie » dans son livre *The Rise of the Meritocracy 1870-2033* (1958) comme une critique des sociétés basées sur le mérite, parce que les capacités se concentrent sur les plus riches, étant donné qu'ils peuvent se permettre de financer une meilleure formation pour leurs enfants.

27. ONU DAES, « Development Issues No.1: Concepts of Inequality », *Development Policy and Analysis Division*, 2015.

28. Reardon, « The Widening... », art. cité.

Idée reçue n° 5

Les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes n'ont rien à voir avec le travail domestique !

Selon l'INSEE, l'écart de revenu salarial moyen entre les hommes et les femmes n'a perdu que trois points en vingt ans, pour se maintenir à 24 % en 2014²⁹. Des études montrent que les différences de durées de travail sont à l'origine d'une partie des inégalités de salaire³⁰. Plus précisément, ces différences représentent la moitié de la part expliquée des écarts de salaires dans les pays où le recours au temps partiel est élevé, tels que le Royaume-Uni et l'Allemagne³¹. De même, en France, 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes³².

D'après les études sur la question, ces disparités de durées de travail s'expliquent par le fait que les femmes exercent davantage que les hommes les tâches domestiques et familiales³³. En effet, les femmes consacrent en moyenne deux heures et demie de plus par jour que les hommes aux tâches domestiques³⁴. Ainsi, les indicateurs économiques occultent une partie du travail des femmes et de leur contribution à l'économie : le travail domestique non rémunéré³⁵. Nous nous proposons donc de réfléchir sur la résistance de la science économique au

29. Jean-Luc Tavernier (dir.), *Femmes et hommes, l'égalité en question*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee Références), 2017, p. 130.

30. Anne-François Bender, Frédérique Pigeyre, « Rémunération et égalité femmes-hommes : des écarts irréductibles ? », dans Loris Guery et Anne Stévenot (éd.), *Rémunération : enjeux de gestion et débats de société en France et à l'étranger*, Paris, *Economica*, 2018, p. 55 ; Dominique Meurs, *Hommes/Femmes : Une impossible égalité professionnelle ?*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2014, p. 29.

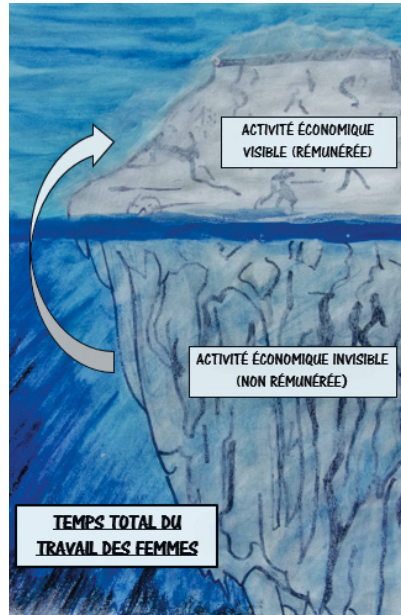
31. Bender, Pigeyre, « Rémunération et égalité femmes-hommes... », art. cité, p. 55.

32. Jean-Luc Tavernier (dir.), *Emploi, chômage, revenus du travail*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee Références), 2017, p. 114.

33. Bender, Pigeyre, « Rémunération et égalité femmes-hommes... », art. cité, p. 55.

34. OCDE, « Cuisiner, s'occuper des enfants, construire et réparer : Le travail non rémunéré à travers le monde », dans *Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Paris, OCDE, 2014, p. 14.

35. Christine Delphy, « L'économie féministe », *Regards croisés sur l'économie*, 15 (2), 2014, p. 38.



genre pour être en mesure d'expliquer la persistance des inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail.

La science économique s'est historiquement constituée à l'intérieur de frontières très étroites, celles du monde marchand, au sein duquel le travail a été assimilé au travail salarié³⁶. À partir des années 1960, le genre va toutefois entrer dans les sciences économiques à travers deux approches complémentaires : d'une part, la critique dans le champ de l'histoire de la pensée économique ; d'autre part, l'intégration du travail domestique à la théorie économique.

Une première approche : la critique en histoire de la pensée économique

À partir de Ricardo, la théorie économique se formalise et ne laisse place qu'à l'*homo œconomicus* : un individu rationnel qui cherche à maximiser son intérêt. Dès lors, toute la théorie de l'utilité se base sur le choix entre le travail rémunéré ou les loisirs d'un individu inépuisable, sans besoins à satisfaire et toujours en bonne santé³⁷.

En revanche, l'économiste Michèle Pujol a repris les préceptes qui caractérisent la place réservée aux femmes dans les écrits des économistes néoclassiques tels que Marshall, Pigou et Edgeworth. D'abord, les femmes sont irrationnelles et elles ne sont pas capables de prendre des décisions économiques correctes. Ensuite, les femmes sont mariées et elles dépendent financièrement d'un proche masculin. Par conséquent, elles ne sont pas des agents économiques³⁸.

Plus précisément, les économistes néoclassiques se sont opposés à l'égalité des rémunérations. En effet, ils ont fait valoir que la hausse des salaires des femmes serait préjudiciable à leur accomplissement des tâches ménagères³⁹. Ainsi, la pensée des néoclassiques se trouve à la base de la position traditionnellement inférieure des femmes sur le marché du travail⁴⁰.

36. Cristina Carrasco, « Les coûts invisibles des soins et du travail des femmes », *Nouvelles Questions Féministes*, 26 (2), 2007, p. 30.

37. Fatiha Talahite, « Genre et théorie économique », *Regards croisés sur l'économie*, 15 (2), 2014, p. 18-19 ; Danièle Meulders, Robert Plasman, « Approche féministe de l'économie », dans Jacqueline Laufer (éd.), *Le travail du genre : Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 230 ; Carrasco, « Les coûts invisibles des soins... », art. cité, p. 32.

38. Michèle Pujol, « Into the Margin! », dans Edith Kuiper, Jolande Sap (éd.), *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, Psychology Press, 1995, p. 18.

39. *Ibid.*, p. 24

40. Meulders, Plasman, « Approche féministe... », art. cité, p. 228-229.

Une deuxième approche : l'intégration du travail domestique à la théorie économique

Dans les années 1960, au sein du paradigme néoclassique, l'économiste Gary Becker introduit un nouvel agent – la « femme mariée » – et un nouveau domaine – le travail domestique – dans le champ de la microéconomie des ménages. D'après ses calculs, le plus rationnel est que chaque conjoint se spécialise dans un domaine : travail salarié ou travail domestique. Bien que ces travaux permettent de justifier le statut de la femme au foyer, ils ouvrent la voie à l'intégration du travail domestique à la théorie économique⁴¹. À partir des années 1970, les économistes du courant marxiste ont apporté de nouveaux questionnements et ont contribué à renouveler les termes de la discussion.

Ainsi, les inégalités de salaire s'expliquent largement par les différences de durées de travail et les différences de durées de travail découlent d'un effet structurel : les femmes exercent davantage que les hommes les tâches domestiques et familiales.

La critique en histoire de la pensée économique et l'intégration du travail domestique à la théorie économique révèlent que l'économie en tant que discipline a fonctionné avec de « fausses limites ». On constate donc que si l'on souhaite expliquer la persistance de la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail, il faut élargir le champ strict de la science économique et s'interroger sur les liens entre mondes public et privé, ainsi qu'entre marché du travail et travail non rémunéré.

Alicia Sevillano Navas

Étudiante Licence 3, Erasmus +
à l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

41. Marta Domínguez Folgueras, « L'inégal partage des responsabilités familiales et domestiques est toujours d'actualité », *Regards croisés sur l'économie*, 15 (2), 2014, p. 192-195 ; Talahite, « Genre et théorie... », art. cité, p. 19-25 ; Catherine Sofer, « Femmes, féminisme et théories économiques : la révolution discrète », dans Jacqueline Laufer (éd.), *Le travail du genre...*, op. cit., p. 219-221.

Idée reçue n° 6

Les banques centrales créent la totalité de la monnaie !

L'idée que les banques centrales créent la totalité de la monnaie – c'est-à-dire la monnaie scripturale et fiduciaire – traverse les esprits depuis des décennies, et ce surtout depuis le Quantitative easing (QE), qui a beaucoup été résumé au fait de « faire tourner la planche à billets » plus rapidement.

Dans les faits, si une énorme majorité de la masse monétaire – qui se compose à plus ou moins 93 % de monnaie scripturale au sein de l'Union européenne – est créée par les banques commerciales, seule la création de la monnaie fiduciaire est à la charge des banques centrales.

Cette création monétaire de la part des banques commerciales se fait sous certaines conditions, notamment celle des réserves obligatoires – qui sont des réserves qui doivent être déposées auprès de la banque centrale –, ce qui fait que les banques commerciales ne peuvent créer de la monnaie en quantité illimitée.

Les réserves obligatoires et la monnaie fiduciaire font partie de ce que l'on appelle la base monétaire. Cette base monétaire – également appelée M0 – est la monnaie réellement créée par la banque centrale. Elle pesait 1 045 milliards d'euros en février 2011 et était majoritairement composée de pièces et de billets.

Les réserves ont un but précis : tenir les engagements en cas, par exemple, de retrait massif des clients, que l'on appelle un *bank-run*. En effet, les banques doivent avoir en réserve l'équivalent d'1 % de leurs engagements⁴².

La base monétaire a fortement augmenté depuis le début de la crise des subprimes, surtout en raison de politiques non conventionnelles, telles que le Quantitative easing, menées par les banques centrales afin de soutenir l'inflation et la croissance. Le QE ne consiste pas en

42. Banque centrale européenne, « Que sont les réserves obligatoires ? », août 2016 (www.ecb.europa.eu/explainers/tell-me/html/minimum_reserve_req.fr.html, consulté en avril 2019).

une création monétaire directe comme on pourrait le penser, il s'agit en fait de rachats des titres de dettes (d'États ou d'entreprises), ayant par ailleurs comme conséquence de faire augmenter la taille du bilan des banques centrales puisque les dettes sont notées dans le bilan, à l'actif des banques centrales.

Nous avons donc en réalité un système dans lequel les banques commerciales créent de la monnaie tout en suivant les réglementations définies par les banques centrales, qui peuvent varier de l'une à l'autre. Par exemple, il n'existe pas de réserve obligatoire en Australie, au Canada ou en Suède.

Cette création monétaire issue des banques commerciales crée une véritable controverse économique. Pour les keynésiens et les monétaristes, il faut un monopole public de création monétaire qui permettrait un meilleur contrôle de la masse monétaire, une baisse du risque de *bank-run* et une baisse de la dette privée, les banques deviendraient donc seulement des intermédiaires financiers. Cette idée a été proposée dans les années 1930 par un groupe d'économistes dont faisait partie Irving Fisher⁴³.

En Suisse par exemple, un référendum a eu lieu le 10 juin 2018 afin que ce ne soit plus les banques commerciales mais la Banque nationale suisse (BNS) qui puisse créer de la monnaie. Ce référendum s'est soldé par un échec avec seulement 24,3 % d'avis favorables⁴⁴ et un taux de participation de l'ordre de 34,5 %⁴⁵, témoignant sans doute de la méconnaissance du grand public dans ce domaine.

Ayman Pompée

Licence 3 d'Économie

43. Gaël Giraud, « Rendre le monopole de la création monétaire aux banques centrales », *Revue Banque*, 752, octobre 2012

(www.revue-banque.fr/risques-reglementations/chronique/rendre-monopole-creation-monetaire-aux-banques-cen, consulté en avril 2019).

44. Romaric Godin, « Les Suisses voteront pour ôter aux banques leur pouvoir de création monétaire », *La Tribune*, décembre 2015 :

(www.latribune.fr/economie/international/les-suissees-voteront-pour-oter-aux-banques-leur-pouvoir-de-creation-monetaire-539180.html, consulté en avril 2019).

45. Le Conseil fédéral, Le portail du Gouvernement suisse, « Votation populaire du 10 juin 2018 », juillet 2018 (www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20180610.html, consulté en avril 2019).



La masse monétaire =

93 % de la monnaie scripturale
provient de la banque centrale,

7 % de la monnaie fiduciaire
vient de la banque centrale



La réserve obligatoire =

Correspond à la base
monétaire (105 milliards
d'euros en 2011)

Composée de pièces et de
billets



Objectifs =

Éviter le Bank Run (= retrait
massif des clients)

Tenir les engagements

Assurer que les banques aient
1% de leurs engagements

LES BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE SCRIPTURALE ET
FIDUCIAIRE

Idée reçue n° 7

On ne peut rien face aux crises financières !

Dix ans après la chute de Lehman Brothers, la crise des subprimes est encore bien présente dans les mémoires. Cette crise financière, dont les premiers signes sont apparus en 2006, s'est formée sur le marché immobilier américain avant de s'étendre au reste de l'économie.

L'histoire du capitalisme est ainsi jalonnée par la répétition des crises financières. Cette notion recouvre différents types de crises (bancaires, monétaires, boursières) qui peuvent se propager de la sphère financière à l'ensemble de l'économie d'un pays ou d'une région du monde. On parle de bulle spéculative pour faire référence aux phases anormalement haussières du cours des variables financières qui précèdent les crises. La première remonte à 1637 et concernait le prix des bulbes de tulipes aux Pays-Bas. Depuis, l'histoire témoigne de plus de quarante crises financières et aujourd'hui, de nombreux spécialistes pensent qu'« on ne peut pas exclure un scénario à la Lehman Brothers ». L'instabilité financière semble ainsi intrinsèque au système financier.

Les crises financières présentent également un caractère imprévisible. En effet, il est très compliqué de savoir avec précision quand une crise se déclenche et à quel endroit. Néanmoins, penser qu'on ne peut rien faire pour tenter de les prévenir et d'en limiter l'ampleur ne semble pas justifié. Les discours qui surestiment le coût et les potentiels effets pervers de la réglementation entretiennent cette idée reçue. Dans *Blablabanque, le discours de l'inaction*, Jézabel Couppey-Soubeyran décrit cette capture intellectuelle exercée par les représentants du lobby bancaire. Si les mesures prudentielles ont un coût, celui-ci est à comparer aux dommages causés par les crises financières à caractère systémique. Celles-ci désignent les crises financières porteuses d'un risque systémique, à savoir un risque de défaillance globale du système financier, susceptible de se répercuter sur l'ensemble de l'économie réelle.

La prévention passe alors par la mise en place conjointe de politiques de régulation des systèmes bancaires et financiers, telles que les politiques microprudentielles et macroprudentielles. Les premières

visent à appréhender les risques des établissements bancaires à l'échelle individuelle. Les secondes visent à prévenir le risque systémique et à assurer la stabilité du système financier dans son ensemble.

Introduite en 1988 par le Comité de Bâle, la mesure emblématique de la politique microprudentielle est le ratio de fonds propres. Ces derniers sont la seule ressource non remboursable au bilan des banques. Ils constituent de fait une mesure de leur capacité à absorber des pertes. Plus les actifs sont considérés comme risqués, plus ils doivent faire l'objet d'une couverture en fonds propres importante. L'évaluation des risques à l'actif des banques est toutefois loin d'être aisée.

De son côté, le macroprudentiel est encore assez peu développé. Seules deux mesures macroprudentielles ont été introduites par les accords de Bâle III. Un coussin contra-cyclique qui permet de renforcer les exigences de fonds propres en période de boom financier et de les réduire en phase descendante, ainsi qu'une exigence supplémentaire de fonds propres pour les banques systémiques. La première mesure vise à prévenir la formation du risque systémique dans le temps. La seconde l'appréhende dans sa dimension transversale en ciblant les établissements d'importance systémique. Ces mesures semblent pertinentes mais restent d'une ampleur relativement faible. De plus, elles se heurtent bien souvent à la rhétorique du lobby bancaire qui cherche à en atténuer les effets.



Karen Saïdani

Les autorités ont donc un rôle majeur à jouer dans la prévention des crises financières. En surveillant les établissements bancaires systémiques et leurs interconnexions, en renforçant les exigences de fonds propres en période d'emballement, c'est toute la capacité de résilience du système financier que l'on peut améliorer. Une compréhension fine des facteurs qui ont mené aux crises précédentes semble aussi nécessaire pour éviter que le scénario se répète. L'objectif est de rendre les agents plus vigilants face au risque et de prévenir les comportements opportunistes. Enfin, des mesures de régulation plus simples, combinées à une forte intention politique et citoyenne, contribueraient sans doute beaucoup à la stabilité financière. On peut notamment penser au ratio de levier, instrument plus transparent, qui n'implique pas de mesure des risques à l'actif des banques. Ces mesures peuvent générer des effets non désirés mais ceux-ci ne sont pas systématiques, contrairement à ce que prétendent certains représentants du lobby bancaire.

**Simon Cardoen
et Rose Portier**

Licence 3, Magistère d'Économie

Idée reçue n° 8

La dette : amie publique numéro 1!

« L'État doit gérer sa dette comme un bon père de famille ! » peut-on entendre à un coin de rue ; « Vive la dette ! » peut-on entendre à un autre. Qui croire ? Comment choisir ? Est-il possible de comprendre le sujet, ses enjeux, et – enfin – de se mettre d'accord ?

Qu'est-ce que la dette ?

La dette est un stock constitué de l'ensemble des emprunts effectués par l'État et les administrations publiques pour équilibrer ses recettes et ses dépenses. Lorsqu'il est en situation de déficit budgétaire, l'État émet et vend des titres de dettes, appelés bons du Trésor et obligations, afin de compenser cet écart.

La crise des dettes souveraines de 2010 au sein de la zone euro a réveillé un sentiment de défiance vis-à-vis de la dette. Pourtant, en France, elle est la conséquence du cumul des déficits budgétaires depuis 1974 et de la gestion des intérêts de la dette. Elle s'élève aujourd'hui à plus de 2 300 milliards d'euros, soit près de 97 % du PIB.

Le déficit résulte plus de la baisse des recettes fiscales que de la hausse des dépenses, qui stagnent autour de 3 à 4 % du PIB depuis trente ans. La baisse des recettes serait quant à elle due au manque de croissance économique et notamment à la régressivité de la fiscalité, comme la TVA et les cotisations sociales⁴⁶ et donc à une baisse du dynamisme des recettes fiscales.

Le remboursement de la dette coûte très cher à l'État, les intérêts représentant plus de 10 % des dépenses publiques annuelles. C'est la raison pour laquelle certains prônent la réduction des déficits afin de stopper ce mécanisme auto-cumulatif qui serait inefficace. En effet,

46. Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2011.



selon l'équivalence ricardienne⁴⁷, l'effet des dépenses publiques financées par un déficit serait nul, les agents anticipent parfaitement les impôts futurs directement liés à l'augmentation de la dette, ils choisissent alors d'épargner en prévision de cette future hausse d'impôt. Il serait donc inutile d'accepter les déficits publics.

L'accumulation de déficits peut aussi déclencher un effet boule de neige, en particulier si les taux d'intérêt des titres de dettes sont

47. David Ricardo, *Principe de l'économie politique et de l'impôt*, 1821, Paris Flammarion (Champs), 2002 ; Robert Barro, « Are Government Bonds Net Wealth ? », *Journal of Political Economic*, 82 (6), 1974, p. 1095-1118.

supérieurs aux taux de croissance. En effet, une dette trop élevée sape la confiance des prêteurs (risque de défaut) et entraîne l'augmentation des taux d'intérêt. La dette sera dès lors plus élevée et plus difficile à rembourser. Il serait donc nécessaire de la limiter au nom de la solidarité intergénérationnelle.

Mais alors, pourquoi l'État continue-t-il de s'endetter et prend-il le risque de s'engager dans une « spirale d'endettement » ? En réalité, le problème ne réside pas tant dans le montant de la dette que dans son contrôle et sa soutenabilité. La dette du Japon – qui s'élève à plus de 240 % de son PIB – ne fait courir qu'un risque modéré au pays, puisque la majorité de celle-ci est détenue par des agents nationaux (Banque du Japon, épargne des ménages, banques commerciales). En France, en revanche, plus de 60 % de la dette publique est détenue par des organismes étrangers, car une fois émis, les titres de dettes deviennent des actifs financiers. S'ils participent à améliorer la liquidité des marchés financiers, c'est-à-dire à la fluidité et donc à la qualité de la finance internationale, ils sont néanmoins « soumis » à la logique des marchés internationaux.

Ce dispositif a ainsi contribué à la crise des dettes souveraines en 2010. Pour lutter contre la déflation et soutenir l'économie européenne après la crise de 2008, la Banque centrale européenne a abaissé ses taux d'intérêt au minimum. Elle a dû ensuite user de politiques non conventionnelles comme le Quantitative easing à partir de mars 2015. Elle a racheté des titres de dettes souveraines afin d'alléger le poids de la dette des États et relancer l'économie : en injectant au total près de 2 600 milliards d'euros dans les banques, la Banque centrale européenne (BCE) a facilité l'accès au crédit pour les entreprises et pour les particuliers et favorisé la consommation et les emplois. Néanmoins, la priorité des politiques de la BCE reste de maintenir le taux d'inflation à 2 % et de conserver sa crédibilité.

La stabilité et l'orientation de la politique monétaire de la BCE encouragent des taux d'intérêt faibles. Ainsi, la France s'endette aujourd'hui sur le long terme à des taux proches de zéro, et la croissance économique s'élève à 1,5 % en 2018. Ainsi, même si l'État émet de nouveaux titres de dettes, le ratio dette/PIB pourrait décroître sans avoir recours à une augmentation des recettes. La dette serait alors soutenable, car son augmentation ne remet pas en cause la capacité des États à rembourser leurs emprunts.

En période de récession, la hausse de la dette publique semble inéluctable : il y a une augmentation des dépenses (allocations chômage...) et les recettes fiscales diminuent en raison de la baisse de l'activité. Les déficits jouent donc un rôle contra-cyclique. Ils permettent de soutenir la demande et de sortir de la récession en tentant d'impulser la relance économique par des dépenses sans les faire peser sur les

agents économiques. D'un autre côté, en période de croissance stable, l'État devrait mettre en place des politiques de désendettement, afin de conserver un équilibre économique durable. Mais des politiques de rigueur trop importantes pourraient fragiliser la croissance et mettre en péril la soutenabilité de la dette.

Cela nécessite alors une flexibilité de la dette entre les périodes de croissance et de récession. La création d'obligations indexées sur la croissance⁴⁸ pourrait également apporter une solution. Dans ces conditions, lorsque la croissance est faible, les paiements des intérêts se réduisent – et inversement. Cela permettrait une diminution du risque de défaut, une adaptation aux cycles économiques et une certaine « réconciliation » des détenteurs de la dette avec la bonne santé économique d'un pays.

Gérer la dette publique, sans trop chercher à la restreindre, est donc possible et nécessaire. La dette peut certes être source de désstabilisation, mais elle est avant tout un moyen pour l'État de soutenir l'économie. Acteur immortel, l'État a en effet les capacités d'accompagner l'économie et d'investir à très long terme pour la viabilité économique du pays et le bien-être des individus. Ainsi, la dette publique est une affaire de soutenabilité mais aussi une question de priorités : l'État ne devrait-il pas avant tout gérer sa dette écologique en bon père de famille ?

Paloma Péligré
Licence 2 d'Économie

48. Olivier Blanchard, Paolo Mauro, Julien Acalin, « The Case for Growth-Indexed Bonds in the Advanced Economies Today », *Policy Brief*, 16-2, 2016.

Idée reçue n° 9

Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain !

Cette formule dite du « théorème de Schmidt⁴⁹ » est souvent érigée en vérité générale sur les plateaux de télévision mais comporte de nombreuses failles qui remettent en cause sa validité théorique et empirique.

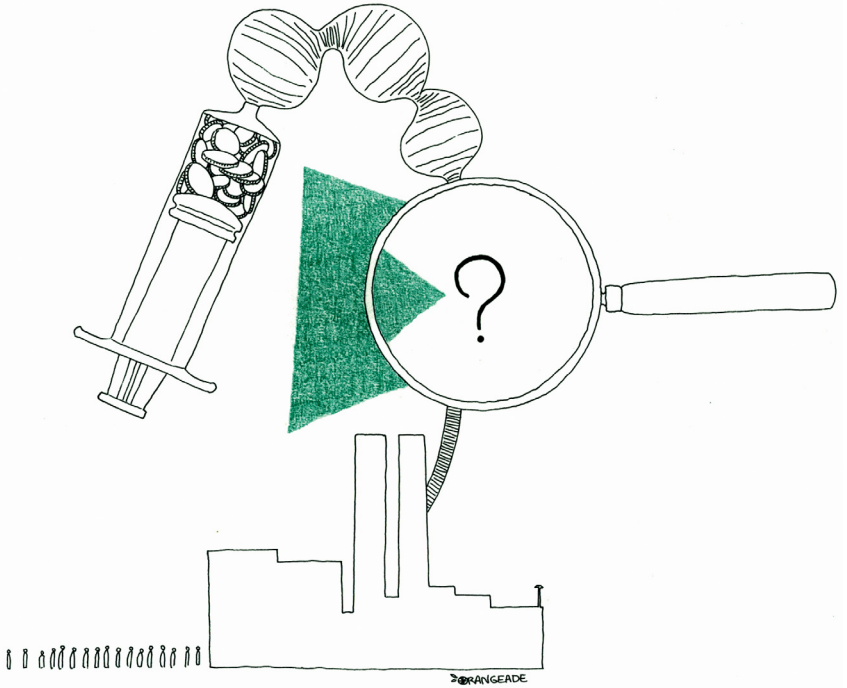
Maxime des politiques de l'offre et de déflation salariale, il faudrait dans une économie déprimée baisser la part du coût du travail et de l'imposition dans la répartition de la valeur ajoutée pour stimuler l'emploi et donc relancer l'activité. Ce raisonnement justifie notamment l'extension avec le Projet de loi de finances 2018 du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui doit favoriser l'investissement et l'emploi.

Pourtant, les trois études effectuées entre 2015 et 2016 par l'Observatoire français des conjonctures économiques et le Comité de suivi suggèrent que l'effet du CICE sur l'emploi a été bien plus faible que prévu en 2012⁵⁰ : au maximum 140 000 emplois créés pour un coût entre 10 et 20 milliards d'euros par an. Ces conclusions nous invitent à nous concentrer sur les limites et les fuites du « théorème ».

D'abord, toute augmentation du taux de marge des entreprises – *dans une économie à faible croissance de la valeur ajoutée (i.e. richesse produite)* – est mécaniquement obtenue par une baisse de la part de la rémunération salariale et de l'imposition. Associées à une politique de contrôle du déficit primaire limitant le rôle des stabilisateurs automatiques, les dépenses publiques sont mécaniquement invitées à diminuer, ce qui exerce un effet dépressif sur l'économie. Aussi, les salaires réels déclinent, ce qui limite la demande globale, notamment dans le cadre

49. Voir le discours d'Helmut Schmidt, le 3 novembre 1973, où la formule a été énoncée.

50. France Stratégie, *Rapport 2018 du comité de suivi du CICE*, 2018.



d'une tendance au désendettement des ménages. L'augmentation du profit exerce donc dans un premier temps un effet dépressif sur l'activité.

Ensuite, il convient de se pencher sur l'implication supposée entre profit additionnel et investissement supplémentaire, qui suppose de traiter de la question de l'incitation à investir et du mode de financement des entreprises.

En premier lieu, il est important de préciser que l'incitation à investir ne dépend pas seulement de la facilité et du coût d'accès au capital mais aussi du rendement espéré de l'investissement. Ce dernier augmente avec la demande anticipée (Keynes⁵¹) mais aussi avec la profitabilité (Malinvaud⁵²), ces deux variables augmentant avec le

51. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 2017

52. Joseph Kergueris, *Rapport d'information n° 35 (2002-2003)*, Sénat, 2002

niveau de l'activité et l'état de la confiance qui lui est corrélé. Le profit actuel n'est pas – en soi – une variable majeure qui va pousser à investir.

Admettons maintenant que les baisses de charges stimulent suffisamment la confiance en l'avenir des entreprises pour les pousser à investir. Le profit actuel ne va pas nécessairement être employé à l'augmentation des capacités de production. En effet, son utilisation résulte d'un arbitrage entre dividendes, constitution de réserves, auto-financement et placement financier.

Notons d'abord que les dividendes et les réserves ne créent pas d'emplois de manière directe.

On pourrait penser à première vue que tout placement sur un marché financier est vecteur d'investissement car le marché met en relation agents à capacité et agents à besoin de financement. En réalité, si le profit est placé dans des *bulles spéculatives*, il n'aura pas d'effet sur l'investissement.

Plus important encore, la *globalisation financière* des marchés implique qu'il peut exister une *éviction* du profit à l'international, en fonction de l'écart entre taux de rémunération du capital. Le profit supplémentaire peut donc être placé à l'étranger et donc ne pas financer l'investissement national.

À la décharge de Schmidt, l'investissement est aujourd'hui majoritairement porté par les PME, dont une grande partie ont recours au financement bancaire. Un taux de marge plus important constitue une garantie qui peut faciliter l'obtention de crédit. Le raisonnement peut être transposé à une entreprise se finançant sur les marchés : elle attirera davantage les capitaux.

Pour finir, l'implication entre investissement et emploi est moins critiquable : certes l'investissement dans les services et dans la robotique est moins vecteur d'emploi que celui dans le secondaire, mais la relation causale reste globalement vraie.

Ainsi, l'utilisation du « théorème » comme maxime constitue une idée reçue par l'importance des limites théoriques et empiriques auquel il est confronté. Les *fuites* théoriques présentées démontrent que la relation de Schmidt ne doit pas faire office de vérité générale, mais bien d'une relation limitée et critiquable entre profit et emploi.

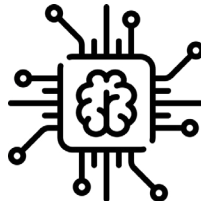
Idée reçue n° 10 *L'intelligence artificielle tuera tous nos emplois !*

L'intelligence est la capacité à mobiliser les connaissances et à les associer. Ces connaissances nous sont notamment transmises par l'éducation, ainsi, cette dernière apparaît comme la clé de voûte de l'intelligence. C'est en effet le seul effort que nous demandons à nos enfants : exercer leur cerveau.

L'intelligence artificielle consiste à stocker des informations dans une mémoire informatique capable, par l'intermédiaire d'un algorithme, de les mobiliser et de les associer. Ainsi, deux différences entre l'intelligence humaine et l'intelligence artificielle doivent être soulignées : d'une part, l'intelligence artificielle dispose de capacités de mémoire colossalement plus importantes, d'autre part, elle réalise ses calculs (mobilisation et association des informations) de manière outrancièrement plus rapide.

De ce fait, il serait tentant d'en tirer des conclusions qui paraissent évidentes : l'intelligence artificielle étant plus efficace, elle remplacera l'humain dans les tâches des plus simples aux plus complexes : de la caissière au chirurgien en passant par la femme de ménage.

Cependant, il serait bien dangereux de parier sur le score final d'un match qui vient à peine de commencer sous prétexte que l'une des deux équipes semble plus compétitive. En effet, l'homme commence son combat contre l'intelligence artificielle et ce dernier semble loin d'être perdu d'avance ainsi que peut en témoigner notre passé dans



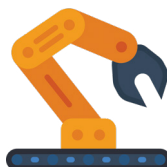
la course à la valeur ajoutée face aux nombreuses mutations technologiques et productives qui ont bouleversé les systèmes productifs : notamment celles que la révolution industrielle a fait émerger (chemins de fer, machines, rationalisation des modes de production) et qui ont certes bouleversé les modes de production mais qui n'ont pas pour autant détruit nos emplois sans jamais en créer.

Doit-on voir en ceux qui prédisent l'engloutissement de tous nos emplois par l'intelligence artificielle ceux qui – jadis – s'attristaient de l'apparition de l'automobile voyant les maréchaux-ferrants reléguer au rang de chômeurs ? Nous pouvons noter d'ores et déjà un premier point : l'homme a toujours résisté aux évolutions technologiques qui ont pourtant radicalement bouleversé son quotidien. À titre d'exemple, il a su reconnaître la supériorité de l'automobile dans sa capacité à transporter une personne ou des biens d'un point A à un point B, tout en l'utilisant de telle sorte qu'elle soit, à son tour, source d'emplois.

Autrement dit, l'homme concède du terrain pour en gagner davantage. Il donne d'une main et reprend le double de l'autre. C'est ainsi qu'il a opéré jusqu'ici ; pourquoi cela changerait-il demain ? Parce que l'ouragan de l'intelligence artificielle est d'une telle ampleur qu'il ne se satisfera pas seulement de simplifier la vie de l'homme mais sera viscéralement plus compétitif que lui, y compris dans les domaines les plus pointus jusqu'à l'en ridiculiser, répondront certains. Mais l'homme n'a-t-il pas quelque chose en plus, une arme supérieure, un temps d'avance par rapport à cette machine qu'il a lui-même créée et qu'il peut anéantir en se contentant d'appuyer sur un bouton ?

C'est justement dans les matières où l'homme peut regarder la machine de haut en la méprisant – si tant est qu'elle le perçoive – qu'il doit concentrer toutes ses forces. À l'heure actuelle, l'intelligence artificielle en est à ses balbutiements si bien qu'il est plus exact de la qualifier de faible. L'IA faible n'a ni conscience ni autonomie et est directement dépendante de l'homme en ce qu'elle se borne à reproduire un programme prédéfini par ce dernier.

L'IA faible se distingue ainsi de l'IA forte qui n'existe pas encore et qui, de manière autonome, récolterait les informations elle-même afin





d'alimenter sa mémoire. Elle n'aurait ainsi plus besoin de l'homme pour évoluer. Elle détecterait elle-même les besoins de l'homme, se modifierait elle-même, se réparerait elle-même.

Autrement dit, le vrai maître dans cette guerre des intelligences n'est autre que l'homme. Il crée la machine et lui fait faire ce qu'il veut pour l'utiliser afin de lui rendre la vie meilleure, mais cette dernière n'est pas – encore – en capacité de créer, d'inventer, d'imaginer à sa place. Dès lors, il est important que l'homme concentre son énergie et ses moyens dans les activités nécessitant une compétence créative, imaginative. Demain, il ne s'agira plus de demander à notre jardinier de tondre la pelouse, mais d'essayer d'imaginer de nouveaux concepts permettant de rendre la tonte plus efficace, plus rapide et moins coûteuse.

Pour cela, il est primordial de réorienter nos priorités éducatives et universitaires en favorisant la capacité des générations futures à penser le monde de demain plutôt qu'à reproduire des tâches de manière répétitive, ce qu'une machine fera mieux, plus vite et de manière moins onéreuse. L'homme vaincra l'IA et créera des emplois s'il parvient à développer la capacité que cette dernière n'a pas : penser.

Antoine Marchand

Master 1 Droit public des affaires

Idée reçue n° 11

L'intelligence artificielle ne signe pas la fin du travail !

La définition de l'intelligence artificielle (IA) est large, floue pour certains. Pour tenter de l'expliquer simplement, on peut dire que l'IA se fonde sur la notion de « machines pensantes ». Les machines utilisent la technique du *deep learning* (apprentissage profond) pour apprendre automatiquement par elles-mêmes. Ce principe leur permet d'effectuer des calculs extrêmement complexes et semblables au fonctionnement du cerveau humain, dans un environnement changeant. Les systèmes informatiques sont développés pour réaliser des tâches qui exigent normalement l'intelligence humaine comme la perception visuelle, la reconnaissance vocale ou la traduction entre différentes langues. Grâce à l'IA, les machines deviennent capables de prendre des décisions et de les automatiser.

L'IA n'est pas un concept nouveau. Elle est apparue pour la première fois avec le Test de Turing en 1950. Aujourd'hui, ces nouveaux systèmes informatiques sont devenus des instruments clés pour les entreprises qui cherchent à améliorer leur expérience client ou leurs performances en général. Ils reposent principalement sur la création de gigantesques bases de données qui renseignent sur le comportement des consommateurs. Aussi, le marché de l'IA est en croissance exponentielle et il devrait représenter 11 milliards de dollars en 2024 (source : Bpifrance).

Il apparaît alors évident que l'IA aura une importance de plus en plus grande sur la société, dans chaque aspect du quotidien, et en particulier sur l'emploi. Les voitures autonomes, les robots assistant les chirurgiens ou les bots qui assurent le service client en témoignent déjà aujourd'hui. Ainsi, nombre de journalistes, politiques et consommateurs s'alarment sur le risque que l'IA mette à la porte des milliers de salariés et précipite les économies dans le chômage de masse.

Leur raisonnement paraît à première vue logique. Depuis la révolution industrielle, le progrès technique a permis la création de machines plus rapides et plus performantes que les hommes, notamment dans l'industrie et l'agriculture. Remplacés par ces machines, beaucoup de travailleurs ont dû s'orienter vers de nouveaux métiers. On aurait ainsi

tendance à conclure que l'émergence de l'IA dans une pluralité de secteurs (robotique, industrie, transport, banque) rendrait le travail des hommes obsolète et substituable.

Pour autant, ces conclusions sont trop hâtives et elles cachent toute une réalité sur les métiers gravitant autour de l'IA. D'après l'économiste classique Joseph Schumpeter, les nouvelles technologies finissent toujours par créer plus d'emploi qu'elles n'en détruisent, à travers le processus de destruction créatrice. Le temps de s'adapter, le marché détruit des emplois, puis donne naissance à de nouveaux. La même tendance semble se dégager avec l'IA.

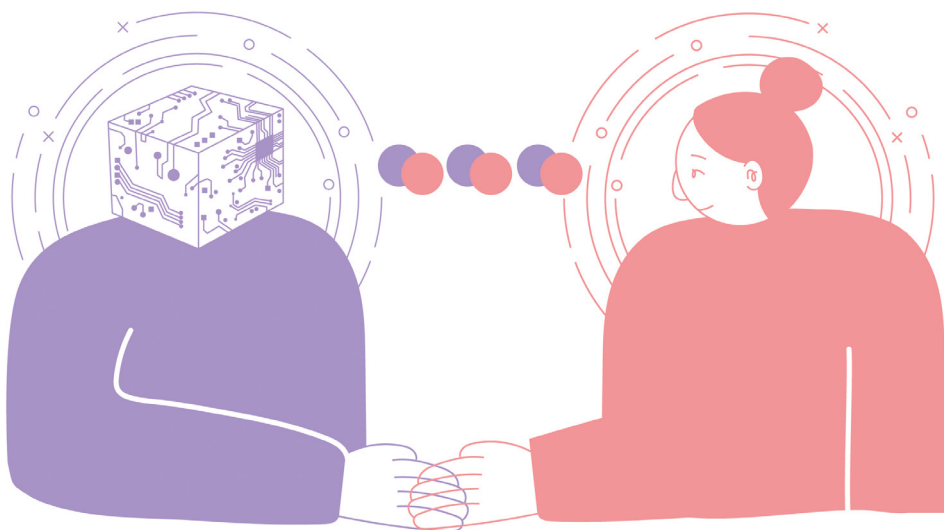
Toutefois, il est nécessaire de nuancer ladite apparition de nouveaux métiers. Selon le sociologue Antonio Casilli, le marché du travail s'est transformé depuis la révolution industrielle. L'emploi à faible productivité dans le secteur primaire a succédé à un emploi à faible productivité dans l'industrie, puis dans le tertiaire. On le remarque d'ailleurs aujourd'hui dans certaines activités de services qui peuvent être très automatisées et qui ne requièrent pas de très hautes qualifications (comme le travail de caissier, par exemple).

On retrouve le même phénomène avec l'avènement de l'IA. Le *digital labour* a ainsi vu le jour en tant qu'outil nécessaire à la croissance de l'IA. Ce nouveau type de travail désigne n'importe quelle activité réalisée dans la sphère numérique qui produit de la valeur. À côté des ingénieurs et des *data scientists* (*les scientifiques qui analysent et rendent les données compréhensibles*), les machines ont besoin de « travailleurs du clic » pour se développer. Dispersés dans toutes les régions du monde, ces employés réalisent un travail informatique qui alimente les ressources des machines intelligentes pour les aider à s'améliorer. Cela passe par la retranscription de tickets de caisse, de *likes* sur Facebook, ou encore la reconnaissance de chansons ou d'images. Ces travailleurs se connectent en général depuis chez eux, sur des plateformes de micro-tâches pour vérifier le travail des machines. Ces nouveaux travailleurs sont payés à la mission, à hauteur de quelques centimes par « clic », et leur activité est très précaire. La Banque mondiale estime aujourd'hui que ce micro-travail concerne des millions d'individus.

De surcroît, l'IA a fait émerger une nouvelle forme d'emploi, à travers laquelle le consommateur est chargé d'effectuer une partie du travail. Il scanne directement ses produits sur des caisses automatiques ou commande ses repas sur des plateformes comme Deliveroo, par exemple. L'offre est fournie à l'instant T où la demande est formulée.

On observe donc un véritable glissement de l'emploi : l'IA entraîne la création d'une nouvelle main-d'œuvre, au travail plus quantitatif que qualitatif. L'emploi tend à se polariser entre les individus ultra-diplômés chargés de développer les machines ou d'en étudier les conséquences, et les personnes moins qualifiées qui les assistent. En outre,





les machines sont encore trop peu avancées pour se passer entièrement de l'homme, et le coût de leur installation est très élevé. Le fait que l'IA mette fin aux tâches les plus pénibles en les automatisant pour que les hommes puissent se consacrer à des activités plus épanouissantes est encore loin devant nous. L'idée selon laquelle l'IA serait totalement autonome et n'aurait plus besoin de main-d'œuvre est donc biaisée.

On s'attend également à ce que cette mutation du marché du travail suscite de nombreuses résistances politiques et sociales. Ainsi, le rôle du gouvernement devient primordial : il doit prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la transition vers ces nouvelles formes de travail, et éviter la formation de nouvelles inégalités salariales et sociales. Tout l'enjeu ici est de mettre en place un cadre législatif pour protéger d'un côté les salariés les plus vulnérables, et de l'autre, les données des consommateurs.

Idée reçue n° 12 ***Il y a trop d'aides sociales en France !***

En 2018, l'institut Montaigne déclarait que quatre Français sur dix estimaient que le niveau des aides sociales était « trop élevé » en France. Selon l'INSEE, ces aides sont des prestations sociales non contributives, elles ne sont donc pas versées en contrepartie de cotisations. Or, ces aides sont souvent accusées de représenter un « poids » en termes de dépenses publiques et de ne pas inciter à travailler.

En France, les dépenses sociales représentent 38 % du PIB en 2018 selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La France se place alors devant la moyenne européenne de 27,5 %. Les aides sociales, composantes des prestations sociales, représentent environ 70 milliards (3 % du PIB) dont 13 milliards pour les prestations à destination des personnes handicapées, 17 milliards pour les autres minima sociaux et 18 milliards pour les allocations logement. En tout, 11,6 millions de ménages français bénéficiaient en 2015 d'aides sociales, soit 42 % des foyers. L'INSEE indique par ailleurs que « les prestations sociales représentent 5,8 % du revenu disponible de l'ensemble des ménages », le revenu disponible se définissant comme l'argent qu'il vous reste après paiement des impôts et prélèvements sociaux.

Or, beaucoup estiment que ces aides n'inciteraient pas les bénéficiaires à retrouver une situation sociale stable et que certains, même s'ils ne sont pas majoritaires, profiteraient du système. Un climat de suspicion entoure alors les bénéficiaires d'allocations sociales. De surcroît, on estime que ces dépenses représentent un poids pour les gouvernements, notamment depuis la crise de 2008 qui a conduit à une augmentation des dépenses publiques.

L'idée selon laquelle les dépenses sociales sont trop élevées ne semble pourtant pas bien fondée. En effet, ces aides servent à réduire les écarts de revenus entre les catégories les plus pauvres de la population et les plus aisées. De plus, un rapport de l'INSEE brise l'idée reçue selon laquelle les aides sociales sont trop généreuses et bénéficient à des personnes qui n'en ont pas toujours besoin. En effet, la part des minima sociaux et des allocations logement dans le revenu disponible diminue

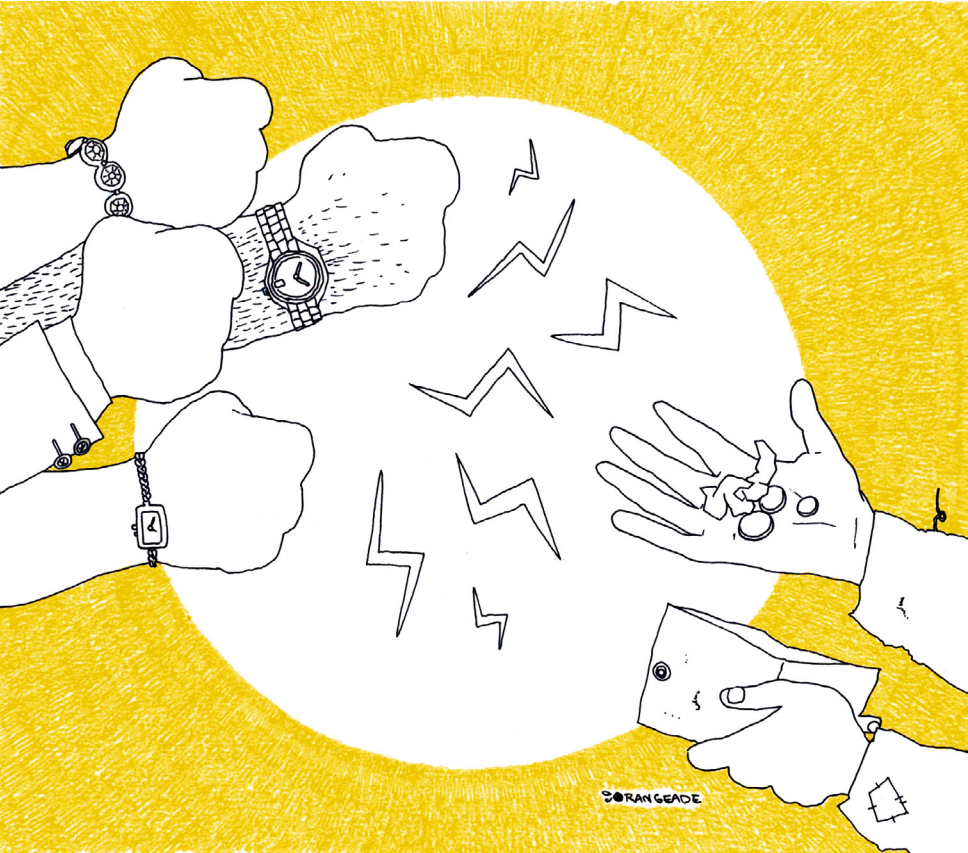
très rapidement avec l'élévation des niveaux de vie. Elle représente moins d'1 % à partir du cinquième décile. Ces transferts sont donc ciblés afin de concerner uniquement les ménages ayant des revenus très modestes.

De surcroît, selon l'approche keynésienne, les ménages les moins aisés ont une propension marginale à consommer plus élevée que les autres. Concrètement, un ménage modeste verra sa consommation augmenter plus, en proportion, qu'un ménage plus aisé si leur revenu augmente du même montant. Ces dépenses permettent de hausser le niveau de vie des ménages défavorisés, d'augmenter leurs consommations et de soutenir l'activité économique. Or, en consommant, ces ménages permettent d'augmenter le chiffre d'affaires des firmes ainsi que les revenus fiscaux de l'État par le paiement d'impôts indirects tels que la TVA. Ces dépenses sociales représentent alors un soutien indirect à l'activité. Si la relation entre revenu courant et consommation courante est stable, l'État pourra mener une politique de relance par la consommation et espérer maintenir ce cycle, créant ainsi un cercle vertueux. L'important n'est pas tant la valeur du montant total des aides mais bien plus la nécessité de cibler les destinataires.

Enfin, le dernier problème qui se pose est celui de l'efficacité des dépenses. En effet, malgré ces dépenses, la France comptait 8,8 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2016. De surcroît, le taux de pauvreté ne baisse plus depuis le tournant des années 2000 selon l'Observatoire des inégalités. De nombreux spécialistes, dont Dominique Méda, estiment qu'elles ne peuvent pas baisser en valeur car elles ne permettent pas un retour à l'emploi. Depuis la crise, le chômage de longue durée a presque doublé. Les allocataires sans emploi font donc face à des difficultés croissantes pour trouver un emploi. Il convient également de rappeler qu'il existe beaucoup de non-recours à ces aides. En effet, en raison de la non-connaissance, de la non-demande ou de la non-proposition, des personnes ne reçoivent pas les aides auxquelles elles seraient potentiellement éligibles. Un rapport parlementaire d'évaluation en partenariat avec l'Observatoire des non-recours aux Droits et Services montre que le nombre de bénéficiaires effectifs du RSA par rapport au nombre de personnes qui devraient en bénéficier est de 36 %. Or le non-recours attise les inégalités. L'important n'est pas tant la valeur du montant total des aides mais bien plus l'efficacité des dépenses sociales.

Chloé Coudray
Licence 3 Sciences Sociales

Florent Gabourg
Licence 3 d'Économie



Idée reçue n° 13

Les économistes classiques, comme Adam Smith, prônaient l'économie libérale !

Combien d'entre nous n'ont-ils jamais entendu dire que le père fondateur des sciences économiques modernes, Adam Smith, fut un apologiste de l'économie libérale en affirmant que la main invisible des mécanismes de marché ou de l'économie dirigée par le primat de l'intérêt personnel est le mieux à même d'assurer le développement et le bien-être de la société⁵³ ? Présenté comme le plus farouche défenseur d'un capitalisme débridé, l'auteur de *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* est souvent accusé d'inciter à la maximalisation de la productivité et de ne point se soucier des efforts des classes laborieuses nécessaires pour créer les conditions pour l'abondance, le progrès et l'expansion de l'État.

Cependant, la seule introduction du Livre IV de la *Richesse* suffit à démentir cette affirmation car, selon son auteur, l'économie politique à laquelle il souhaite contribuer a deux objectifs : « Premièrement, procurer au peuple une subsistance abondante ou un revenu abondant, ou plus exactement mettre les gens en état de se procurer une telle subsistance ou un tel revenu ; et deuxièmement, assurer à l'État ou à la collectivité un revenu suffisant pour les services publics ⁵⁴. » Cette définition de visées de son travail atteste sans moindre équivoque que ce n'est pas l'enrichissement mais le bien général qui est au cœur des préoccupations d'Adam Smith et que sa vision d'une prospérité stable et durable repose sur l'idée d'une répartition satisfaisante des revenus entre les différents groupes sociaux et le développement de la puissance et des infrastructures publiques. C'est pourquoi le célèbre économiste

53. Ces malentendus courants au sujet de l'œuvre d'Adam Smith sont excellentement commentés dans l'article de Jean Dellemotte : Jean Dellemotte, « La « main invisible » d'Adam Smith : pour en finir avec les idées reçues », dans *L'Économie politique*, n° 44, 2009/4, p. 28-41.

54. Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Édition établie par Paulette Taïeb, avec la collaboration de Rosalind Greenstein, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 481.



écossais mobilise les arguments de l'ordre aussi bien éthique que pragmatique pour défendre la nécessité des hauts salaires pour les travailleurs car en effet, selon lui, non seulement il est juste que les classes qui contribuent à la création de la richesse nationale puissent vivre dignement mais c'est aussi leur aisance qui permet d'enclencher un cercle vertueux de l'accroissement de la richesse lorsque la bonne santé des ouvriers et leur motivation au travail favorisent l'augmentation du rendement, leurs revenus élevés stimulent la demande et leur bien-être empêche la naissance des conflits sociaux si coûteux pour l'économie qui a besoin du calme et de la paix.

Cette vision quelque peu irénique du développement économique harmonieux de l'ensemble de la société, fondé sur la prise en compte de l'intérêt particulier de chacun de ses membres, a pourtant



valu à Adam Smith de nombreuses accusations de prendre l'appui sur l'égoïsme de la nature humaine qu'il aurait érigé en clé de voûte d'une société heureuse et épanouie. C'est ainsi, par exemple, que l'on voit la célébration de l'égoïsme dans l'un des passages les plus cités de la *Richesse des nations* que nous citerons ci-dessous : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur, ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais du souci qu'ils ont de leur propre intérêt. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur amour propre, et nous ne leur parlons jamais de nos propres besoins, mais de leurs avantages ⁵⁵. » Or Adam Smith ne défend pas l'égoïsme du boucher,

55. *Ibid.*, Livre I, chap. II, p.16.

du marchand de bière ou du boulanger. Il affirme seulement que la méthode la plus efficace – mais sûrement pas la seule ni peut-être la meilleure ! – pour obtenir quelque chose est de s’adresser à l’intérêt personnel de notre interlocuteur. En effet, si vous proposez à un ami de vous aider pour un déménagement, il le fera probablement. Si vous lui redemandez de vous aider la semaine qui suit parce que vous avez décidé de changer de nouveau d’appartement, il le fera peut-être aussi, mais avec une envie inférieure à celle qu’il avait manifestée la première fois. En revanche, si vous lui promettez en échange que vous l’aidez à votre tour à réparer sa voiture, tondre sa pelouse ou monter les meubles Ikea qu’il vient de commander en ligne, il sera simplement plus enclin à vous aider. Ainsi Adam Smith n’émet-il aucun jugement moral mais opère seulement une distinction entre les degrés d’efficacité des deux méthodes. Pour ceux qui restent dubitatifs à la lecture de ce propos, je conseillerais la lecture de la *Théorie des sentiments moraux*⁵⁶, ouvrage moins connu d’Adam Smith publié en 1759, qui pourrait finir de vous convaincre qu’Adam Smith est loin d’être le chantre enthousiaste et naïf du libéralisme économique et de l’intérêt personnel qu’il apparaît généralement dans l’imaginaire populaire.

Mohamed-Amine Laaraiedh
Licence 1 d’Économie

56. Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, Texte traduit, introduit et annoté par Michaël Biziou, Claude Gautier et Jean-François Pradeau, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

Idée reçue n° 14

L'économie n'est pas une science !

Pierre Jacquel
Doctorant

IDÉE REÇUE N° 15 : L'ÉCONOMIE N'EST PAS UNE SCIENCE !

LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE

COMMENT PEUT-ON DÉFINIR LA SCIENCE POUR SAVOIR SI L'ÉCONOMIE EN FAIT PARTIE ?

QUI, CAR ELLE SUIT LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE !

L'ÉCONOMIE EST-ELLE UNE SCIENCE ?

KARL POPPER, PHILOSOPHE DES SCIENCES (1909-1994)

KARL POPPER PROPOSE DE DÉFINIR LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE

LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE CONSISTE À PROPOSER DES ÉNONCÉS QUI SONT **RÉFUTABLES**. C'EST-À-DIRE QU'IL EST POSSIBLE D'IMAGINER UNE SITUATION QUI DÉMONTRE QUE L'ÉNONCÉ EST FAUX.

LES THÉORIES SCIENTIFIQUES SONT CONSIDÉRÉES COMME VALIDES JUSQU'À CE QU'ELLES AIENT ÉTÉ RÉFUTÉES.

EXEMPLE DE THÉORIE RÉFUTABLE

"TOUS LES CYGNES SONT BLANCS"

LA DÉCOUVERTE DES CYGNES NOIRS EN AUSTRALIE AU XVIII SIÈCLE A PERMIS DE RÉFUTER CETTE THÉORIE !

LA RÉFUTABILITÉ EN SCIENCE ÉCONOMIQUE

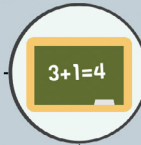
COMMENT LA SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUE-T-ELLE LA DÉMARCHE DE POPPER AU QUOTIDIEN POUR PRODUIRE DU SAVOIR ?



LES ÉCONOMISTES IMAGINENT DES THÉORIES POUR NOUS AIDER À MIEUX COMPRENDRE LE MONDE QUI NOUS ENTOURE



ON CONFRONTE LE MODÈLE AUX DONNÉES DE LA RÉALITÉ POUR VOIR SI LE MODÈLE EST RÉFUTÉ OU NON



L'UTILISATION DE MODÈLES MATHÉMATIQUES PERMET AUX THÉORIES DE FAIRE DES PRÉDICTIONS MESURABLES

EXPÉRIENCE NATURELLE



L'ÉCONOMISTE CHERCHE DEUX SITUATIONS COMPARABLES QUI PERMETTENT DE METTRE EN ÉVIDENCE L'EFFET D'UNE MESURE.



EN 1992, LE NEW JERSEY AUGMENTE LE SALAIRE MINIMUM, MAIS PAS LA PENNSYLVANIE VOISINE.



CARD ET KRAUEGER (1994) COMPARENT L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES FAST-FOOD DES DEUX CÔTÉS DE LA FRONTIÈRE POUR MESURER L'EFFET DE LA HAUSSE DU SALAIRE MINIMAL.

ÉCONOMIE EN LABORATOIRE



L'ÉCONOMISTE CRÉE UNE SITUATION ARTIFICIELLE DANS LAQUELLE IL PEUT OBSERVER LES DÉCISIONS ÉCONOMIQUES DES PARTICIPANTS.



LES ENTREPRENEURS SONT-ILS SUR-CONFIANTS ?



CAMERER ET LOVALLO (1992) FONT UNE EXPÉRIENCE OÙ ILS PROPOSENT À DES ÉTUDIANTS D'ENTRER EN COMPÉTITION ENTRE EUX À UN TEST DE CULTURE GÉNÉRALE. ILS TROUVENT QUE LES PARTICIPANTS SUR-ESTIMENT LEURS CHANCES DE GAGNER LA COMPÉTITION.

EXPÉRIENCE ALÉATOIRE DE TERRAIN



L'ÉCONOMISTE RÉALISE UNE EXPÉRIENCE ALÉATOIRE DANS LA VRAIE VIE, AU LIEU DU LABORATOIRE !



L'ACCÈS AUX COMPTES BANCAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.



DUPOS ET ROBINSON (2012) OFFRENT UN COMPTE BANCAIRE ALÉATOIREMENT À CERTAINES FEMMES ENTREPRENEUSES AU KENYA POUR VOIR SI CELA LES INCITE À ÉPARGNER PLUS ET À INVESTIR.

L'ÉCONOMIE UTILISE (PRINCIPALEMENT) CES MÉTHODES POUR APPLIQUER LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE

LES LIMITES DE LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE EN ÉCONOMIE



LES LIMITES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

- LES EXPÉRIENCES NATURELLES SONT LIMITÉES. IL EST COURANT DE NE PAS TROUVER DE SITUATION QUI CORRESPOND À LA THÉORIE QUE L'ON VOUDRAIT TESTER.
- LES RÉSULTATS OBTENUS EN LABORATOIRE SONT DIFFICILES À GÉNÉRALISER À L'ENSEMBLE DES AGENTS ÉCONOMIQUES.
- CHAQUE EXPÉRIENCE DE TERRAIN DÉPEND D'UN CONTEXTE SOCIAL SPÉCIFIQUE QUI PEUT AFFECTER LE RÉSULTAT.
- LES MÉTHODES ÉCONOMÉTRIQUES DE TRAITEMENT DES DONNÉES ONT AUSSI DES LIMITES.

Comité scientifique

Ariane Dupont-Kieffer
Gunther Capelle-Blancard
Olivia Chambard
Philippe Gagnepain
Nicolas Jacquemet
Philippe de Peretti
Claire Pignol
Jean-Philippe Tropéano
Patricia Vornetti

Correctrice

Corine Desprez-Marcigny

Mise en page

Camille Belloc, coopérative Artéfacts

n° 4

Le mérite est synonyme
d'égalité !

n° 2

La manière de répartir
les richesses n'a pas d'influence sur
la croissance économique !

n° 3

L'argent fait le bonheur !

n° 9

Les profits d'aujourd'hui sont les
investissements de demain et les
emplois d'après-demain !

n° 12

Il y a trop d'aides
sociales en France !

n° 1

La baisse des prix est
une bonne nouvelle !

n° 7

On ne peut rien face
aux crises financières !

n° 10

L'intelligence artificielle
tuera tous nos emplois !

n° 5

Les inégalités de salaire entre les
hommes et les femmes n'ont rien à
voir avec le travail domestique !

n° 14

L'Économie n'est
pas une science !



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE